

Un discours présidentiel « *pour que continue à vivre le rêve calédonien* » : la Nouvelle-Calédonie est une chance pour la France

(07.05.18) - **Calédonie Ensemble dresse un bilan particulièrement positif de la visite d'Emmanuel Macron en Nouvelle-Calédonie.**

Par des mots justes, des actes forts et un projet d'avenir qui transcende les enjeux locaux, le Chef de l'Etat a posé les bases d'un dialogue politique renouvelé, inscrivant la Nouvelle-Calédonie dans une histoire commune assumée et un avenir émancipé au sein de la France dans la région Indo-Pacifique.

Ce faisant, le Président de la République a exprimé de multiples convergences avec les positions défendues de longue date par Calédonie Ensemble.

1. La méthode Macron : assumer notre histoire, consolider notre unité et nous engager en responsabilité

Assumer notre histoire

En choisissant de saluer la mémoire de toutes les victimes du drame d'Ouvéa, en appelant les grandes chefferies lors de la coutume au centre culturel Tjibaou à reconnaître les « autres communautés » auxquelles il a rendu hommage dans son discours au Théâtre de l'Ile, le Président de la République nous rappelle que « *la mémoire de l'un n'est pas pleinement lucide si elle ne reconnaît pas la part de souffrance de l'autre* ». Il nous engage à « *construire l'alliance des mémoires pour avancer sereinement* ».

Consolider notre unité

En déclarant « *J'en appelle à votre responsabilité et votre unité. Il appartient à vous tous de ne pas faire reculer l'histoire* », Emmanuel Macron invite chaque Calédonien à franchir lors du référendum du 4 novembre « *une étape qui ne doit en rien diviser* ».

Nous engager en responsabilité

En rappelant enfin, que « *La France serait moins belle et moins grande sans la Nouvelle-Calédonie* », et que notre pays a un rôle essentiel à jouer dans les équilibres géostratégiques de la région Indo-Pacifique, le Chef de l'Etat nous appelle à nous dépasser pour ne pas nous focaliser sur notre place dans la Nouvelle-Calédonie de demain, mais sur la place de notre pays dans la France et dans le Monde.

Ces paroles et ces actes ont été unanimement salués par les Calédoniens, très sensibles à l'humilité et à la disponibilité du Chef de l'Etat, autant qu'à l'intelligence du projet qu'il a dessiné pour notre pays.

Ces positions ont également été validées par TOUS les groupes politiques calédoniens, ce qui est essentiel pour la poursuite d'un dialogue constructif et l'organisation d'une consultation référendaire apaisée, malgré les arrière-pensées électorales de certains.

Nous ne pouvons que nous en féliciter. A fortiori, lorsque l'on se souvient que certains responsables ont tenté d'empêcher le déplacement du Chef de l'Etat à Ouvéa, pendant que d'autres appelaient à « *une marche de défiance* » lors de la visite présidentielle, ou jugeaient « *déséquilibré* » son programme en mettant en exergue certains gestes destinés selon eux aux indépendantistes...

2. Les convergences de vue entre la vision du Chef de l'Etat et les positions de Calédonie Ensemble

De la capacité à assumer notre histoire commune « *sans déni, ni repentance* » à la reconnaissance de toutes les communautés, « *du peuple calédonien souverain sur son destin* » à la poursuite du dialogue pour préparer « *le jour d'après* », de la « *conquête des souverainetés utiles* » à la place de la Nouvelle-Calédonie dans le monde, les propos et gestes du Chef de l'Etat ont révélé les convergences fondamentales de points de vue entre la vision du Président de la République et les positions de Calédonie Ensemble.

Assumer notre histoire commune « *sans déni, ni repentance* »

Assumer Ouvéa

Le 5 mai 2013, lors du 25^e anniversaire du drame d'Ouvéa, Philippe Gomès déclarait : « *il n'a plus les victimes du 22 avril et les 19 qui sont tombés le 5 mai, il n'y a plus les morts des uns et les morts des autres, il y a les victimes du pays* ». Le 5 mai dernier, Emmanuel Macron a affirmé « *Cette commémoration est une étape importante pour l'alliance des mémoires (...)*** Nous avons le même jour, ensemble, à la fois honoré la mémoire des militaires qui sont tombés le 22 avril et le 5 mai, puis la mémoire de toutes les victimes calédoniennes de 1988 et 1989 ». C'est dans cet esprit, que le Chef de l'Etat s'est recueilli sur la stèle des gendarmes et un peu plus tard, sur la tombe des 19 : **un acte de réconciliation et de paix entre la République et le pays** ([Communiqué des parlementaires Calédonie Ensemble du 5 mai 2018](#)).**

Assumer la colonisation

Emmanuel Macron a également explicitement reconnu que : « ***Pendant la période coloniale, la France a souvent perdu le sens même de son histoire et de ses valeurs. Et pendant cette période, il y a eu des douleurs, des souffrances, des ségrégations, des déportations, des fautes et des crimes. (...) Jamais nous n'oublierons (...) la ségrégation des kanak parce qu'ils étaient kanak, sans terre, sans droit, sans service public, sans honneur*** ».

Calédonie Ensemble partage la même vision politique que celle du Chef de l'Etat : **nos mémoires séparées et heurtées doivent devenir une mémoire commune, la mémoire du pays** ([« Pour que continue à vivre le rêve calédonien » – page 14 – revue UNC – Mai 2018](#)).

Consacrer la légitimité de toutes les communautés

Lors de son passage sur NC1ère le 29 avril dernier, dans le prolongement des discours de Gérard POADJA au Sénat, ([discours du 13 février 2018](#)) et de Philippe GOMES à l'Assemblée nationale ([discours d'hommage aux pionniers, le 13 mars 2018](#)) **Philippe Dunoyer, député, déclarait : « J'attends une chose qui ne s'est jamais produite en Nouvelle-Calédonie : que le président de la République rende hommage aux pionniers, ces « autres communautés » qui depuis 165 ans ont construit la Nouvelle-Calédonie ».**

Le Chef de l'Etat a pleinement répondu à cette attente notamment lors de son discours au Théâtre de l'Île : **« les racines de la Nouvelle-Calédonie puisent aussi dans la mémoire du bagne. Ces dizaines de milliers d'hommes et de femmes (...) ont abreuvé cette terre de leur sueur et de leur sang (...). Ces racines, ce sont aussi les pionniers, colons libres ou bagnards libérés qui ont développé une agriculture nouvelle (...) en apportant leur ardeur, leur ténacité et leur courage qui ont façonné la Grande Terre. Ces racines, ce sont aussi les missionnaires, les commerçants, les personnels militaires, les ouvriers des mines, les personnels de santé (...), ce sont ces hommes et ces femmes venus d'Asie ou du Pacifique... »**

Oui, nous pensons comme Emmanuel Macron que c'est en « reconnaissant les blessures de l'histoire qu'on peut mieux les cicatriser ».

Le peuple calédonien, souverain sur son destin

A son arrivée à Tontouta, le Président de la République a évoqué la construction de notre « souveraineté dans la souveraineté ». Il l'a rappelé aux Calédoniens dans son discours au Théâtre de l'Île : **« ce choix souverain que vous aurez à faire dans la souveraineté nationale ».** Lors de la cérémonie de restitution des actes de prise de possession au centre culturel Tjibaou, il a déclaré : **« on est sorti du temps de la possession parce que nous sommes dans le temps de l'adhésion politique et citoyenne qui s'exprimera le 4 novembre ».**

Ces déclarations confirment les positions prises de longue date par Calédonie Ensemble sur « la petite nation dans la grande » (Discours fondateur du Kuendu Beach – octobre 2008), **l'émergence d'un « peuple calédonien souverain sur son destin » ou la complémentarité entre « souveraineté » et la « République »** ([« Pour que continue à vivre le rêve calédonien » Revue UNC – Page 20](#)). C'est ce qui nous a conduit à déclarer : **« La restitution par le Président de la République de l'acte de prise de possession au gouvernement collégial de la Nouvelle-Calédonie doit être interprétée comme la transmission symbolique de ce droit [à l'auto-détermination] que le peuple calédonien exercera pour -la première fois dans ce cadre- lors du référendum du 4 novembre prochain »** ([Communiqué Philippe Gomès – 02 mai 2018](#)). Rappelons que certain(e)s avaient cru déceler un geste « inopportun et déséquilibré » qui **« anticiperait un résultat en faveur de l'indépendance... ».**

Nourrir le dialogue pour préparer « le jour d'après »

Tout au long de son séjour, le président de la République a appelé les responsables politiques à poursuivre le dialogue pour que **« le référendum ne soit pas l'élection de toutes les divisions », pour ne pas « reculer dans les quelques mois qui nous séparent du**

référendum » en soulignant que « le jour d'après, chacune et chacun aura à travailler ensemble ».

Cette position est défendue de longue date par Calédonie Ensemble pour qui « le jour d'après » doit privilégier « ce qui nous rassemble dans le respect des convictions de chacun ». C'est pour privilégier la poursuite du dialogue que nous avons apporté notre contribution au règlement de la question du corps électoral référendaire. C'est pour privilégier la poursuite du dialogue que nous avons signé une déclaration commune « pour une Nouvelle-Calédonie dans la France et dans la paix » en juin 2017 puis, trouvé un accord entre indépendantistes et non-indépendantistes pour l'élection du nouveau gouvernement en décembre 2017. C'est enfin, pour privilégier la poursuite du dialogue que nous avons signé avec l'UC, l'UNI et Gaël Yanno une Charte des valeurs calédoniennes.

La conquête des souverainetés utiles

Dans son discours de clôture au Théâtre de l'Île, le président de la République a longuement plaidé en faveur des souverainetés « utiles » en matière d'autosuffisance alimentaire, énergétique ou économique.

Ces concepts sont défendus par Calédonie Ensemble depuis plusieurs années ([« Pour que continue à vivre le rêve calédonien » Revue UNC – page 17 / discours Congrès de Calédonie Ensemble – Parc Royal – Décembre 2016](#)) et mis en œuvre via les collectivités (STENC, PPAP, Plan de développement touristique).

La manifestation « Bleu-Blanc-Rouge »

Calédonie Ensemble a décidé de ne pas se joindre à cette manifestation, estimant que : « L'heure n'est pas aux manifestations de force dans la rue, car le peuple calédonien, désormais libre et souverain, pourra exprimer le 4 novembre prochain sa volonté de rester au sein de la République ». ([Communiqué Philippe Gomès du 4 mai 2018](#))

Le Président de la République n'a pas dit autre chose en répondant à la question « qu'avez-vous retenu de la marche de vendredi ? » : « je n'ai pas à m'exprimer sur la perception que j'en ai. En revanche je crois que le plus important sera l'expression formulée lors du référendum ».

La position personnelle du Chef de l'Etat sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Face à tous ceux qui le pressaient d'exprimer sa position personnelle sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, le président de la République a déclaré : « dans la position qui est la mienne, je n'ai pas à m'immiscer dans ce choix (...), j'ai simplement à expliquer quel est le destin de la Nouvelle-Calédonie dans la nation française, tel que je le vois, le propose et le porte ».

En l'occurrence, le projet du Chef de l'Etat pour la Nouvelle-Calédonie a été clairement défini au travers du rôle géostratégique qu'elle est appelée à jouer dans la région Indo-Pacifique, au nom de la France-Monde. Et il a eu cette jolie formule « La France ne serait pas ce qu'elle est sans la Nouvelle-Calédonie » C'est une réponse subtile aux injonctions comminatoires de certains.

C'est le souhait qu'avait exprimé Calédonie Ensemble en demandant à ce que le chef de l'Etat s'exprime « *sur le futur des relations entre la France et la Nouvelle-Calédonie* », au-delà du résultat du référendum.

Cette visite ayant été unanimement saluée (« *magnifique* » pour les unes, « *message d'avenir, d'espérance, de bienveillance* » pour les autres, « *gaullien* » même pour certains, etc.) y compris par ceux qui la critiquaient avant qu'elle n'ait lieu, nous ne doutons pas que cette dynamique positive irriguera très bientôt les prochaines réunions du groupe de dialogue « *chemin de l'avenir* » (G10) et contribuera à une consultation référendaire apaisée.